

4 Économie

Bilan du Plan de relance économique (PRE)

Encore des efforts... mais des résultats encourageants !

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

A 10 mois de la fin de l'appui budgétaire accordé par les bailleurs de fonds au Gabon dans le cadre du Plan de relance économique, tous les objectifs assignés à ce programme n'ont pas été atteints, mais les résultats préliminaires sont encourageants, reconnaît le ministère de l'Economie, des Finances et des Solidarités dans une note de synthèse. Cependant, pour le gouvernement, on note clairement une tendance à l'amélioration des comptes macroéconomiques essentiellement imputable à la volonté affichée par les autorités. D'où l'impérieuse nécessité de mener à terme les réformes engagées pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre du PRE.

Quel bilan peut-on faire aujourd'hui du Plan de relance économique (PRE) initié par le gouvernement en 2017 grâce à l'appui budgétaire des bailleurs de fonds ? Ce programme triennal qui s'achève en juin 2020 a permis au Gabon de bénéficier d'un soutien financier de plus de 1000 milliards de francs en 3 ans pour relever son économie, reconstituer ses réserves monétaires et éviter une effroyable dévaluation du FCFA. Le Gabon a-t-il finalement atteint ses objectifs ? "Sommées-nous tirés d'affaires" ? A la vision mitigée, souvent alarmiste, de certains analystes, le ministère de



Le ministre Roger Owono Mba estime qu'il faut maintenir les efforts.

l'Economie, des finances et des solidarités a sorti ses chiffres à travers une note d'analyse sur la situation du PRE, en décortiquant les différents objectifs assignés à ce programme. **Equilibre des finances publiques\*** S'agissant de l'objectif relatif à l'équilibre des finances publiques, des progrès notables ont été enregistrés, indique la note d'analyse. En effet, pour le ministère de l'Economie, le déficit des finances publiques s'est nettement réduit en partant de -6,6% du PIB en 2016 à -3,4% du PIB en 2017, puis -1,4% en 2018. Il est anticipé autour de +1% du PIB en 2019. Ce résultat traduit, indique le département des Finances, les efforts conjugués de mobilisation des ressources et de maîtrise des dépenses.

"Concernant la dette, il importe de souligner que les autorités ont volontairement décidé d'améliorer la transparence dans les statistiques de ses engagements en changeant la méthodologie de comptabilisation. C'est ainsi que depuis 2017, l'encours de la dette intègre désormais les "arriérés". Ce qui s'est traduit par une augmentation du stock de la dette de l'Administration centrale qui a atteint près de 64% du PIB à fin 2016 (en deçà du seuil communautaire)", souligne la note d'analyse. Les chiffres ainsi présentés faisaient ressortir une progression de 30 points du PIB par rapport à 2013 (année précédant le choc des prix du pétrole). Cette augmentation s'explique par la prise en compte des éléments non intégrés jusque-là, notamment le retraitement des remboursements de TVA, les instances du Trésor et

les avances statutaires de la Banque centrale. "Les efforts fournis par le gouvernement permettront de ramener l'encours de la dette à 60% du PIB en 2019. L'état d'avancement du chantier de mise en place des stratégies d'apurement des arriérés intérieurs a amené le Gabon à créer le "septième Club de Libreville". Par ailleurs, un audit est actuellement en cours pour donner plus de lisibilité sur les arriérés des dépenses au titre des exercices budgétaires 2015, 2016 et 2017", soutient le département des Finances. **Activité économique\*** Concernant l'activité économique, le Gabon n'a pas encore totalement réussi à redynamiser son rythme de croissance, mais la récession a été évitée en 2017, reconnaît le ministère de l'Economie. En effet, après une pro-

gression du PIB en 2016 à 2,1%, celui-ci ne s'est accru que de 0,5% en 2017. "Il importe de souligner que cette situation est attribuable aux efforts de diversification engagés par les autorités qui ont amélioré la résilience de notre économie. Il convient de rappeler que dans le même temps, les principaux pays pétroliers de la Cemac (Congo, Guinée-Equatoriale et Tchad) ont affiché des taux de croissance négatifs", indique le ministère. Malgré un taux de croissance tournant autour de 1% en 2018, pour l'année 2019, le gouvernement projette une progression de l'activité économique supérieure à 3%. Celle-ci devrait s'inscrire dans une dynamique optimiste à moyen terme (5,0%) en rapport avec l'exécution satisfaisante du PRE. Sous l'angle de l'activité hors

pétrole, les résultats sont également encourageants. En effet, la croissance, qui est revenue de 3% en 2016 à 1,9% en 2018, est anticipée à 2,2% en 2019. **Réserves extérieures\*** Au niveau des comptes monétaires et extérieurs, les résultats sont encourageants également pour le gouvernement. En effet, indique le ministère de l'Economie, les avoirs monétaires extérieurs se sont reconstitués. C'est ainsi que le taux de couverture extérieure de la monnaie se situe à fin avril 2019 à près de 73%, contre 70,5% en décembre 2018 (3,5 mois d'importation) et 55,7% en 2016. Dans le même temps, le compte courant de la balance des paiements s'est amélioré en s'établissant à -2,2% du PIB en 2018 contre -4,7% du PIB en 2017 et -10% du PIB en 2016.



Pour le représentant résident du FMI au Gabon, Marcos Poplawski Ribeiro, le spectre d'une dévaluation du FCFA est écarté.

Bilan PRE  
Et le social ?

MSM  
Libreville/Gabon

Le plan de relance économique (PRE) comporte également un important volet social avec des objectifs globaux de réduction de la pauvreté et d'accès des populations aux services de base. Qu'est-ce qui a été fait en direction des couches les plus défavorisées de la population plus connues sous le vocable de Gabonais économiquement faibles (GEF) ?

POUR l'Exécutif, il ne fait aucun doute que des avancées notables ont également été enregistrées, concernant la politique sociale et la réduction de la pauvreté. En effet, en dépit des contraintes budgétaires, un accent particulier a été mis, soutient-il, sur les dépenses sociales. Notamment les



Plusieurs panneaux solaires ont été installés dans diverses localités.

volets relatifs au renforcement des capacités du système éducatif, à la gratuité des frais d'accouchement, au renforcement des moyens de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), à l'installation de lampadaires solaires photovoltaïques dans les zones rurales et dans certaines villes ainsi qu'à la

création d'un Fonds d'initiatives départementales (Fid). "Malgré le contexte macroéconomique et budgétaire, les dépenses sociales ont bénéficié d'une attention particulière. En 2018, elles ont été réglées à hauteur de 651,1 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 99% par rapport à la Loi de finances

rectificative de 2018. Ces règlements concernent aussi bien les politiques publiques du secteur social (santé, éducation nationale et enseignement supérieur, prévoyance sociale, travail) que les subventions et les autres dépenses à caractère social relevant d'autres secteurs", indique le ministère de l'Economie.



Les frais d'accouchement sont désormais gratuits pour une catégorie de femmes.

Ces dernières sont notamment constituées, souligne la note d'analyse, des subventions aux prix du pétrole, du ticket modérateur de transport urbain, des prestations familiales, des pensions, de l'accès aux services sociaux de base et des frais d'inhumation. "En 2019, les dépenses sociales constitueraient

près de 20% du budget de l'Etat. Il importe de relever que la mise en œuvre de la politique sociale au Gabon lui permet d'occuper aujourd'hui le premier rang des pays de la Cemac au regard du nouvel Indice du Capital humain de la Banque mondiale avec un score de 0,45", se réjouit le gouvernement.